



CHAPITRE 78

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Verdun a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 7 Édouard VII, chapitre 73, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1947, c. 82,
a. 1,
remp.

1. L'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 82, est remplacé, pour la cité de Verdun, par le suivant:

Évaluation des immeubles de la cité de Montréal.

"**1.** A compter du 19 mars 1949 l'évaluation totale des immeubles que la cité de Montréal possède ou possédera dans la cité de Verdun, est fixée à un million cinq cent mille dollars, pour déterminer le montant des taxes municipales que la cité de Montréal devra payer à la cité de Verdun et pour toutes autres fins quelconques; et la dite cité paiera, chaque année, à la dite cité de Verdun, à la date du paiement des taxes générales de la dite cité, la somme de un dollar et trente-cinq cents par cent dollars d'évaluation. Ce paiement tient lieu, à titre de commutation, de toute taxe et contribution foncière, cotisation, répartition annuelle ou spéciale ainsi que de toute taxe ou prix de l'eau

CHAPTER 78

An Act to amend the charter of the city of Verdun

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Preamble.

WHEREAS the city of Verdun has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 7 Edward VII, chapter 73, and the acts amending it, be further amended; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 11 George VI, 1947, c. 82, chapter 82, is replaced, for the City of Verdun, by the following:

1947, c. 82,
s. 1, re-
placed.

"**1.** From and after the 19th of March, 1949 the total valuation of the immovables possessed or to be possessed by the city of Montreal, in the city of Verdun, is fixed at one million five hundred thousand dollars for the purpose of determining the amount of municipal taxes which the city of Montreal shall pay to the city of Verdun and for all other purposes whatsoever; and the said city shall pay every year to the said city of Verdun on the date when the annual general taxes of the said city are paid, the sum of one dollar and thirty-five cents per hundred dollars of valuation. Such payment shall replace, as commutation, all taxes and contributions on immovables, assess-

Valuation of the immovables of the city of Montreal.

que la cité de Verdun peut autrement imposer à la dite cité de Montréal.

Durée. Cette commutation aura force et effet pour une période d'une année et s'appliquera aux taxes qui deviendront dues durant cette période.

Fins scolaires. Pour les fins scolaires, l'évaluation des dits immeubles durant la dite période, est fixée à sept cent cinquante mille dollars."

Contrat continué. 2. Le contrat passé le 16 mars 1932 devant Me Jean Baudouin, N.P., entre la cité de Montréal et la cité de Verdun, pour la fourniture de l'eau est continué pour une autre année.

S.R., c. 233, a. 429, am. pour cité. 3. Le paragraphe 27^b de l'article 429 de la Loi des cités et villes, édicté par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59 est remplacé, pour la cité de Verdun, par le suivant:

Taxis. "27^b Pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas cinquante dollars par taxi et tout conducteur de taxi, autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la corporation un permis annuel de cinq dollars. Pour les personnes, sociétés, compagnies, ou corporation qui n'ont pas dans la cité de Verdun leur siège social ou leur principal établissement depuis douze mois, ces permis pourront être de cinquante pour cent plus élevés que ceux imposés aux personnes qui y ont leur siège social ou leur principal établissement depuis douze mois;"

S.R., c. 233, a. 526, remp. pour cité. 4. L'article 526 de la Loi des cités et villes tel que remplacé, pour la cité de Verdun, par l'article 1 de la loi 1 Édouard VIII, (2e session) chapitre 48, est de nouveau remplacé par le suivant:

Taxes sur commerces, etc. "526. Le conseil peut, en sus des taxes prévues par l'article 523, déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur tout commerce, manufacture, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profits et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes,

annual or special apportionments as well as all taxes or water-rates which the said city of Verdun may otherwise impose on the said city of Montreal.

Such commutation shall have force and effect for a period of one year and shall apply to taxes becoming due during such period.

For school purposes, the valuation of the said immoveables, during the said period, is fixed at seven hundred and fifty thousand dollars."

2. The contract entered into on the 16th of March, 1932, before Jean Baudouin, Notary Public, between the city of Montreal and the city of Verdun, for the supply of water, is continued for an additional year.

3. Paragraph 27^b of section 429 of the Cities and Towns Act, enacted by section 7 of the act 11 George VI, chapter 59, is replaced, for the city of Verdun, by the following:

"27^b. To compel every taxi owner to obtain from the corporation an annual licence not exceeding fifty dollars for each taxi, and every taxi-driver, other than the owner of the vehicle, to obtain from the corporation an annual license of five dollars. With respect to persons, societies, companies or corporations who have not had their corporate seat or head office in the city of Verdun since twelve months, such permits may be of fifty per cent higher than those imposed on persons having had their corporate seat or head office therein since twelve months;"

4. Section 526 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the city of Verdun, by section 1 of the act 1 Edward VIII (2nd Session) chapter 48, is again replaced by the following:

"526. In addition to the taxes provided for in section 523, the council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or a livelihood, carried on or followed by one or more

sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que tels droits ou taxes mentionnées dans le présent alinéa n'excèdent pas quatre cents dollars par année pour les personnes qui ont leur siège social ou leur principal établissement depuis au moins douze mois dans la municipalité.

Taxe d'affaires.

La cité est en outre autorisée à prélever sur toutes catégories ou classes de commerce, d'industries, de manufactures, d'établissements financiers, d'occupations, d'arts, de professions, de métiers ou moyens de profits et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés, compagnies ou corporations dans les limites de la municipalité ou, à la discrétion du conseil, sur certains ou certaines des dites catégories ou classes qui ont leur siège social ou leur principal établissement depuis au moins douze mois dans la municipalité, une taxe appelée "taxe d'affaires" n'excédant pas huit et demie pour cent de la valeur annuelle, telle que portée au rôle d'évaluation de la dite cité, des lieux dans lesquels s'exercent les dits commerces, industries, manufactures, établissements financiers, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profits ou d'existence mentionnés ci-dessus.

Étrangers.

Pour les personnes, sociétés, compagnies ou corporations qui n'ont pas dans la dite cité leur siège social ou leur principal établissement depuis douze mois, les taxes imposées aux deux alinéas précédents pourront être de cinquante pour cent plus élevées que celles que lesdits aliénas imposent aux personnes qui y ont leur siège social ou leur principal établissement depuis douze mois. Les sociétés de secours mutuels et associations charitables ne sont pas assujetties à cette taxe.

Cabines téléphoniques.

La cité peut imposer et prélever une taxe annuelle sur les cabines téléphoniques extérieures, mais cette taxe ne devra en aucun cas excéder vingt-cinq dollars par cabine."

Pavages autorisés.

5. La cité est autorisée à exécuter le pavage permanent des ruelles suivantes sous l'autorité de la loi 8 George VI, chapitre 53, article 17, mais sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une requête des propriétaires intéressés:

persons, firms or corporations in the municipality, provided that such dues or taxes mentioned in this paragraph do not exceed the sum of four hundred dollars per annum for persons who have had their corporate seat or their principal establishment since at least twelve months in the municipality.

The city is, in addition, authorized to levy on all categories or classes of trade, industry, manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or a livelihood carried on or followed by one or more persons, firms, companies or corporations in the municipality, or, at the council's discretion, on one or more of the said categories or classes who or which have had their corporate seat or their principal establishment since at least twelve months in the municipality, a tax called "business tax" not exceeding eight and one-half per cent of the annual value, as entered on the valuation roll of the said city, of the premises in which such trades, industries, manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or a livelihood, mentioned above, are exercised or carried on.

For the persons, firms, companies or corporations who or which have not had in the said city their corporate seat or their principal establishment for twelve months, the taxes imposed in the two preceding paragraphs may be fifty per cent higher than those which the said paragraphs impose on persons who have had their corporate seat or principal establishment there for twelve months. Mutual benefit associations and charitable institutions shall not be subject to such tax.

The city may impose and levy an annual tax on out door telephone booths, but such tax shall in no case exceed twenty-five dollars per booth."

5. The city is authorized to make permanent paving works in the following lanes under the authority of the act 8 George VI, chapter 53, section 17, but without it being necessary to obtain a petition from the interested proprietors;

Cad. & Subd.

1. 4458-7, 4485-6.
2. 4454-2, 4442-5, 4442 Pt. à 4454 Pt., 4669-325, 495.
3. 3401-366, 381 Pt. 359 Pt.
4. 3402-108.
5. 3406-235.
6. 4459-4, 4460-5, 4484-4, 4483-5.
7. 4680-237, 239-A.
8. 4676-39, 4677-36.
9. 3402-69, 88.
10. 4595-4, 4596-5, 4598-5, 4599-4, 4600-4, 4603-6, 13, 4610, 4614, 4615-27, 28.
11. 3401-395.
12. 4673-19, 52, 85.
13. 3401-28, 49, 69, 70, 82.
14. 4658 Pt. à 4667 Pt.-4669-284, 317.

S.R.,
c. 233,
s. 473, am.
pour cité.

6. Le paragraphe 8^a de l'article 473 de la Loi des cités et villes, édicté, pour la cité, par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 57, est remplacé pour la cité de Verdun par le suivant:

Fonds de
pension
municipal.

"8^a Pour accorder à tout officier ou employé permanent qui ne sera pas éligible au fonds de pension prévu au paragraphe précédent et qui aura été au service de la cité pendant au moins vingt-cinq ans, et qui aura atteint l'âge de soixante-cinq ans, une pension à être prise à même les fonds généraux de la cité, égale au tiers du salaire annuel moyen effectivement gagné pendant les dix dernières années de service, lorsque le conseil jugera que tel officier ou employé permanent devra être mis à sa pension. Cette pension ne devra en aucun temps être moins de trois cent soixante dollars par année, le tout sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec;"

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Cad. & Subd.

1. 4458-7, 4485-6.
2. 4454-2, 4442-5, 4442Pt. to 4454 Pt., 4669-325, 495.
3. 3401-366, 381 Pt. 359 Pt.
4. 3402-108.
5. 3406-235.
6. 4459-4, 4460-5, 4484-4, 4483-5.
7. 4680-237, 239-A.
8. 4676-39, 4677-36.
9. 3402-69, 88.
10. 4595-4, 4596-5, 4598-5, 4599-4, 4600-4, 4603-6, 13, 4610, 4614, 4615-27, 28.
11. 3401-395.
12. 4673-19, 52, 85.
13. 3401-28, 49, 69, 70, 82.
14. 4658 Pt. to 4667 Pt.-4669-284, 317.

6. Paragraph 8^a of section 473 of the Cities and Towns Act, enacted for the city, by section 7 of the act 10 George VI, chapter 57, is replaced, for the city of Verdun, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 473,
am. for
city.

"8^a. To grant to any permanent officer or employee who shall not be eligible for the pension fund contemplated in the preceding paragraph and who shall have been in the service of the city for at least twenty-five years, and who shall have attained the age of sixty-five years, a pension to be taken from and out of the general funds of the city, equal to the third of the average annual salary effectively earned during the last ten years of service, when the council shall deem that such permanent officer or employee is to be superannuated. Such pension shall not at any time be less than three hundred and sixty dollars a year, the whole subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission;"

Municipal
pension
fund.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.